

Perspectives

Apériodique – n°22/365 – 30 novembre 2022

GÉO-ÉCONOMIE – Le nouveau rôle des puissances secondaires

- Qu'y a-t-il de commun entre le contrat de GNL du Qatar avec la Chine, la baisse de production de pétrole par l'Arabie saoudite contre l'avis des États-Unis, les livraisons récentes de Gazprom à l'Azerbaïdjan¹, les frappes turques en Syrie ou la probabilité que les BRICs s'élargissent à l'Arabie saoudite ? En fait, **tous les signaux vont dans le même sens : beaucoup de puissances, souvent qualifiées de secondaires par la géopolitique, sont de plus en plus autonomes géo-économiquement.** Elles tiennent moins compte des consignes ou des menaces des grandes puissances. Or, ce « petit jeu » va être aussi déterminant pour l'économie que le Grand Jeu de l'affrontement États-Unis/Chine.
- **Cette autonomie vient de pays du type Inde, Turquie, pays du Golfe ou Brésil mais aussi d'États comme le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Vietnam ou la Malaisie.** La liste est longue ! Elle inclut aussi des pays en alliance militaire avec les États-Unis, mais qui font parfois cavalier seul – que l'on songe à l'échappée du chancelier Scholz en Chine, ou à la relation de l'Arabie avec la Russie. Biden peut bien manger son chapeau, rien n'y changera.
- Notons qu'il ne s'agit pas seulement d'une autonomie de fait, mais d'un véritable **activisme** : tous ces pays veulent profiter d'opportunités ouvertes par le cumul des chocs (guerre, Covid...) pour prendre des positions politiques dans leur périphérie, accroître leurs échanges, surtout régionaux, et attirer des investissements. **Ils cherchent à accumuler de la puissance et de l'indépendance en phase de déséquilibre global.** Et cela va très vite, car la crise climatique crée une urgence qui nourrit, pour l'instant, le monde du chacun pour soi.
- **Plusieurs facteurs se conjuguent pour donner de la marge aux puissances secondaires.** Les performances économiques pour ceux qui bénéficient de la situation actuelle, surtout dans les pays du Golfe. La rivalité États-Unis/Chine, qui augmente l'attractivité ou le pouvoir de négociation de certains pays. Le statut d'État pivot pour d'autres, comme la Turquie. Quant aux chaînes de valeur, elles rendent tout puissant dès lors qu'un pays en maîtrise exclusivement un segment – d'autant que la transition climatique déplace les avantages comparatifs. Et il est fort possible que l'économie des ressources soit de plus en plus organisée par des cartels du type OPEP. Enfin, surtout, c'est la peur d'une guerre des ressources et de pénuries qui pousse tous les États, petits ou grands, vers plus d'autonomie.
- **Est-ce à dire que le scénario de deux blocs a de sérieuses limites ?** En fait, l'indépendance se déploie en même temps que la logique de blocs, rien n'est binaire. De plus, la fragmentation géo-économique témoigne d'un rééquilibrage de puissance que les sciences politiques annoncent : dès lors qu'un système-monde est affaibli, structuré par des relations entre le centre et sa périphérie, c'est aussi cette dernière qui va réinventer de nouveaux équilibres. Ce rééquilibrage auquel nous assistons est un moment nécessaire, à condition cependant qu'il ne vire pas au chacun pour soi d'États qui préparent leur survie. À condition qu'il nourrisse la résilience commune. À condition qu'il n'empêche pas de réinventer un système de production, de répartition, de régulation et de valeurs, compatible avec le nouveau régime climatique et la protection de la biodiversité. La question est : que vont faire demain de leur puissance ceux qui la conquièrent aujourd'hui ?

¹ Source : Eurasianet

La recomposition géopolitique, couplée aux enjeux climatiques, va être un puissant ressort de projets d'infrastructures

Il va falloir attendre deux ou trois ans pour acter les tendances lourdes des flux commerciaux et des investissements, mais risquons quelques hypothèses. **La première, c'est que la rivalité hégémonique États-Unis/Chine est en train d'accroître le pouvoir d'attraction mais aussi de négociation des puissances secondaires, quelle que soit leur taille.** L'exemple des États-Unis face aux petits États insulaires du Pacifique est parlant, qui ont récemment triplé leur aide pour que ces derniers acceptent de ratifier de nouveaux accords de coopération, accords que les Îles Salomon refusent, ayant pour leur part signé avec la Chine.

Du côté de plus grands pays situés à la frontière de plusieurs zones stratégiques, le Kazakhstan – et l'Asie centrale en général – est bien placé pour profiter d'une géo-économie multifocale, en utilisant une fonction naturelle de verrou de l'Eurasie, que sa prise de distance avec la Russie a confirmée : depuis cet été, Astana est encore plus courtisé qu'à l'ordinaire par l'UE et par la Chine, vers laquelle les liaisons ferroviaires vont être complétées d'ici 2025 – le trafic de conteneurs ayant augmenté de 11% par rapport à 2021, mais étant limité par des infrastructures congestionnées. Il faut dire que le Kazakhstan a intérêt à cultiver sa relation avec l'Occident, pour ne pas être absorbé par Pékin. De plus petits pays, comme le Kirghizstan ou le Tadjikistan, vont avoir plus de mal à trouver leur indépendance, comme l'illustre le récent accord de coopération militaire de ce dernier avec la Chine. Dans cette zone, la recomposition liée à l'affaiblissement russe se traduit par une hausse du commerce régional et des relations avec Pékin ; mais aussi par des travaux d'infrastructures vers la Chine comme vers l'Europe, en contournant la Russie (Middle Corridor vers l'Azerbaïdjan).

Dans la même veine, l'intensification des relations entre Israël et deux pays du Golfe, après les accord d'Abraham a, entre autres, permis la signature d'un traité de libre-échange de Tel Aviv avec les Émirats en mai dernier, et a réactivé le projet ferroviaire de la mythique ligne Hejaz entre Israël et les Émirats. Riches d'une manne que les prix du pétrole préservent, tous les États du Golfe s'intéressent à ce que la start-up nation du Proche-Orient peut apporter dans la course à la digitalisation et à la transition. Mais les populations ne suivent pas toujours. En témoigne, par exemple, le boycott des journalistes israéliens par les supporters arabes à la Coupe du monde.

Bénéficiaire en même temps des investissements américains et chinois

En Asie, certains États profitent aussi de ce moment géopolitique : ils attirent en même temps investisseurs américains et chinois, et bénéficient d'un effet de report, les investisseurs occidentaux étant moins séduits par une Chine qui cumule risques géopolitiques et réglementaires, ainsi qu'une hausse des coûts salariaux supérieure à celle de certains pays de la zone (les taux salariaux moyens mensuels y ont crû de 118% entre 2011 et 2020 contre 49% au Vietnam et 18% en Malaisie²). Selon *Investment monitor*, la Malaisie – qui serait avec le Vietnam l'un des pays d'Asie-Pacifique où le nombre de projets d'investissements a le plus augmenté en 2022 – va accueillir trois nouveaux grands projets venant à la fois de Chine (10 milliards de dollars pour une usine photovoltaïque), des États-Unis (7 milliards de dollars par Intel), et d'Autriche. Au Vietnam, après une baisse du nombre de projets en 2020 et 2021, les investissements auraient augmenté de 82% entre janvier et octobre 2022, ciblant, dans l'ordre, le tourisme, le secteur IT, puis l'électronique ; et les trois premiers investisseurs, toujours en termes de nombre de projets, sont les États-Unis, Singapour, et... la Chine.

Le grand avantage économique des États pivots géopolitiques

La Turquie est l'un des pays qui profite le plus d'un statut géopolitique de « pivot », qui lui ouvre des marges de manœuvre politiques mais aussi économiques. Ainsi, elle réussit l'exercice d'équilibriste qui consiste à condamner la guerre tout en n'appliquant pas les sanctions, aider les Ukrainiens militairement tout en profitant du tourisme et du marché russe, menacer la Grèce tout en attaquant les Kurdes de Syrie, etc. Au point que l'on peut poser la question : quels moyens de pression les Occidentaux, la Russie ou l'OTAN ont-ils encore sur Ankara ? Même les marchés financiers sont « géopolitisés », car ils ont visiblement intégré ce statut d'État-pivot dans leur tolérance au refinancement de la dette à court terme d'un pays qui défie pourtant les lois de gravité monétaire. À cela, il faudrait ajouter les affaires florissantes d'Ankara en Azerbaïdjan, allant jusqu'à la construction d'un aéroport au Karabakh. La Turquie est le type même d'un pays où la géopolitique a des avantages, d'autant que son dirigeant a intégré ce paramètre. Reste à savoir s'il sera reconduit par les élections de 2023.

L'Inde et l'Arabie saoudite tracent désormais un chemin du même genre, en s'appuyant sur leurs performances économiques, mais surtout

² International Labor Organisation

« grâce » à la guerre en Ukraine. Celle-ci, forçant les pays à prendre position (déneutralisation de la Suède et de la Finlande), a paradoxalement aussi permis à certaines puissances secondaires d'afficher plus visiblement qu'avant leur non alignement économique et/ou politique. **En fait, poussant à l'alignement, les États-Unis poussent paradoxalement aussi au désalignement !** De plus, les ruptures d'approvisionnement ont obligé à trouver de nouveaux partenaires et cela a mené à des accords de proximité : par exemple, le Maroc avec l'Arabie saoudite pour des achats d'ammoniaque qui remplacent les livraisons russes. Et Israël vient de donner son accord pour le remplacement des Russes par le Qatar dans les forages du champ gazier de Kana, au large du Liban.

Les pays producteurs de céréales d'Amérique latine ont également profité d'une réorientation de leurs exportations, et il est probable que certains de ces contrats perdurent. Pendant la guerre de 1914, la production de viande en Argentine avait ainsi bénéficié du conflit. **Quant à l'Inde, elle est particulièrement à la manœuvre dans l'intensification des flux « sud-sud », en multipliant les nouveaux accords de libre-échange**, comme celui de maïs dernier avec les Émirats ou plus récemment avec l'Australie. Enfin, il est bien visible que des pays comme l'Inde, la Turquie ou Israël seront désormais mieux accueillis que nombre d'Occidentaux, voire que les Chinois, sur certains marchés africains, clés pour l'approvisionnement de nombreuses ressources stratégiques. Le temps de la Route de la Soie triomphante est clairement révolu.

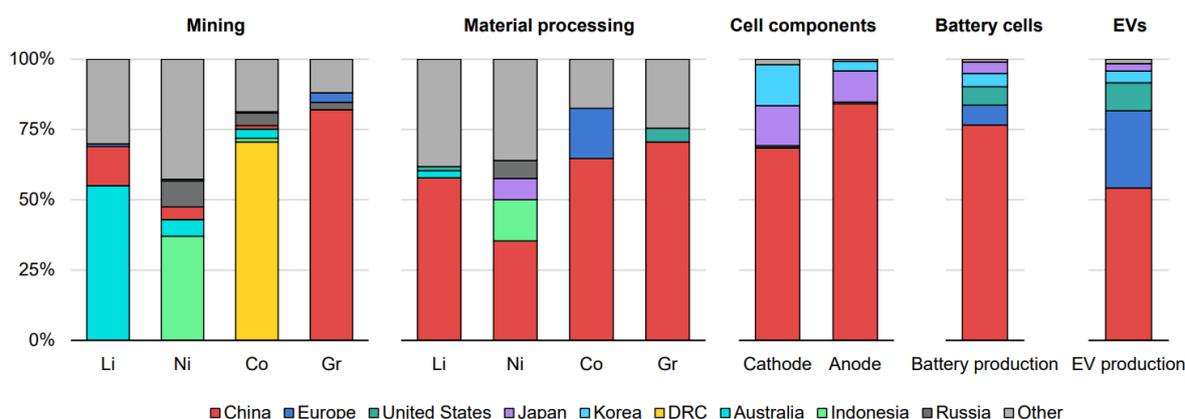
Un nouveau critère de puissance : les chaînes de valeur

Ce pouvoir de négociation et/ou d'autonomisation des puissances secondaires profite aussi de la mondialisation des chaînes de valeur qui gomme la logique grands pays/petits pays. Pour être puissant, il suffit en effet de maîtriser une portion de chaîne de valeur essentielle. C'est l'assurance vie de Taïwan, à la réserve près qu'elle prendra fin quand les usines de semi-conducteurs adéquates auront été construites aux États-Unis. Mais d'autres États ont un pouvoir de négociation qui n'a pas été activé. Songeons par exemple à la République démocratique du Congo qui assure l'approvisionnement en cobalt des batteries qui représente 70% des besoins globaux, tandis que la Chine, elle, en tient la fabrication.

Vers un monde de cartel ?

Il est donc très possible, à mesure que les pays prendront conscience de leurs nouveaux leviers de puissance, que l'on se dirige vers un monde de cartels, comme l'a proposé par exemple l'Indonésie au Canada pour le nickel, en marge du G20. Pour se rassurer, on se dira que c'est une façon de réguler les prix des matières premières, mais ne rêvons pas : **un monde de cartel sera bien plus organisé par les puissances secondaires, que par les grandes puissances/grandes clientes.** Quant à la transition climatique, elle accélère évidemment cette cartellisation du monde en déplaçant les avantages comparatifs vers de nouvelles matières premières, de nouveaux savoir-faire, et de nouvelles régions.

Chaîne de valeur des batteries électriques



Source : EIA

De l'économie de la pénurie à l'économie de la peur ?

Dernière raison à l'activisme des puissances secondaires : l'égoïsme des plus grands. Croyait-on qu'on pouvait se battre sur des tarmacs d'aéroports pour des masques sans que cela ne marque les esprits ? Croyait-on que le resserrement occidental provoqué par la guerre en Ukraine allait effacer le message de la non coordination en cas d'urgence vitale ? **Par ailleurs, la guerre a renforcé l'idée qu'une économie de pénuries est un *new normal* très probable**, c'est-à-dire un environnement macro-économique où les ruptures d'approvisionnement iront d'un secteur à l'autre, en créant sans cesse non des pénuries globales, mais des problèmes ponctuels d'approvisionnement, et surtout, des déséquilibres de prix relatifs.

L'économie de pénurie est un concept inventé dans les années 80 par un économiste hongrois qui a fait école, Janos Kornai, à propos des économies d'Europe de l'Est, dans lesquelles les pénuries pointaient le dysfonctionnement d'un système d'économies planifiées, où la demande excédait l'offre. La pénurie chronique était par ailleurs une économie de l'anticipation et de la peur, dont l'un des symptômes était tout simplement le sac en plastique qu'avaient toujours sur eux les citoyens soviétiques, si d'aventure ils croisaient un arrivage de denrées, étant toujours prêts, par ailleurs, à faire la queue.

Karl Polanyi nous rappelle quant à lui, dans *La Grande Transformation*, que la mémoire d'une pénurie dépasse le moment où elle se produit, se prolongeant sur plusieurs générations. « *L'expérience de la guerre (...) leur a fait affronter à l'improviste les périls de l'interdépendance. C'est en vain que le commerce reprit, que des essaims de conférences internationales exhibèrent les idylles de la paix et que des douzaines de gouvernements se déclarèrent pour le principe de la liberté des échanges – aucun peuple ne pouvait oublier qu'à moins de posséder ses propres ressources en nourriture et en matières premières ou d'être assuré d'y avoir militairement accès, il serait condamné sans retour à l'impuissance, sans qu'une monnaie saine ni un crédit inattaquable y puisse quoi que ce soit. Rien de plus logique que la constante avec laquelle cette considération fondamentale imprima une direction à la politique des collectivités. L'origine des périls n'était pas éliminée. Alors pourquoi s'attendre à ce que la peur disparaisse ?* ». **Aujourd'hui, les effets de mémoire (et d'hystérèse) du Covid et de la guerre sur les comportements de consommation et d'épargne, et sur les arbitrages des États, vont être d'autant plus importants qu'ils sont couplés à la perception plus aiguë du changement de régime climatique et d'une mondialisation plus dangereuse.**

Les désordres géopolitiques couplés aux urgences climatiques se matérialisent enfin par

la peur d'une guerre des ressources, qui conduit beaucoup d'États à adopter des réflexes protectionnistes, et à faire des stocks. Les entreprises sont également en train de changer leurs politiques de stockage, les critères de sécurité et de résilience étant désormais aussi importants que les coûts. **L'activisme géo-économique des puissances secondaires nous prouve donc, s'il le fallait, que nous ne sommes peut-être pas tout à fait en économie de guerre, mais que nous entrons dans une économie de pénurie.**

Fragmentation et opportunités

Est-ce à dire que le scénario de deux blocs – autocraties versus démocraties – aura des limites dans ses effets économiques ? La réponse n'est pas binaire. En fait, la tendance à l'autonomie des puissances secondaires se déploie *en même temps* que la logique de blocs recompose les chaînes de production des secteurs stratégiques (semi-conducteurs, technologies quantiques, intelligence artificielle, etc.). La capillarité technologique entre militaire et civil y étant très forte, aucun État ou entreprise ne pourra s'échapper d'une logique de sécurité nationale. Quant aux pays les plus alignés avec les États-Unis, ils n'échapperont pas à une réorganisation de leur commerce et de leurs investissements dans le périmètre de la « mondialisation des amis ». Mais pour beaucoup d'États, l'histoire sera plus compliquée, faite à la fois d'alignement géopolitique pour les secteurs stratégiques, et de non-alignement dans d'autres domaines.

Finalement, le scénario de fragmentation fait peur quand on le regarde vu d'ici, parce qu'il matérialise un bouleversement dans la mondialisation qui n'est plus « un monde plat » à conquérir, selon l'expression des années 2000. Mais on peut voir cette fragmentation autrement, en la regardant d'ailleurs, là où elle ouvre des opportunités. Ainsi, pendant que le conflit États-Unis/Chine et la guerre en Ukraine nous occupent, la mondialisation se réorganise-t-elle sans que nous en soyons les principaux acteurs ? Se réorganise-t-elle par sa périphérie ? Le paradoxe, c'est qu'un tel scénario correspondrait à la petite musique des sciences politiques, qui raconte que, lorsqu'un système monde s'effondre, structuré depuis longtemps par des relations circulaires entre un centre hégémonique et une périphérie, c'est aussi la périphérie qui va réinventer les équilibres. Petite musique des systèmes monde, où l'on croise un Fernand Braudel ou un Immanuel Wallerstein, et où l'on croise surtout les leçons de l'histoire. ■

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
29/11/2022	<u>Italie – Meloni funambule</u>	Italie
28/11/2022	<u>Qatar : quel est ce pays qui accueille la coupe du monde de football ?</u>	Afrique et Moyen-Orient
25/11/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/11/2022	<u>La décarbonation des usages, point de passage obligé pour celle de l'économie - N°3</u>	Sectoriel
23/11/2022	<u>Brésil – Première épreuve : un nouveau budget pour 2023</u>	Amérique latine
22/11/2022	<u>Royaume-Uni – L'austérité bis</u>	Royaume-Uni
22/11/2022	<u>Zone euro – Inflation : inventaire des risques pour les ménages</u>	UE
18/11/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
17/11/2022	<u>Nigéria – Le risque de défaut s'accroît, les agences dégradent le rating du pays</u>	Afrique et Moyen-Orient
17/11/2022	<u>La téléconsultation, solution aux déserts médicaux ?</u>	Sectoriel
16/11/2022	<u>Royaume-Uni – Conjoncture : Baisse du PIB de 0,2% au troisième trimestre</u>	Royaume-Uni
16/11/2022	<u>Géo-économie – En Amérique latine, une présence chinoise devenue globale</u>	Amérique latine, Asie
16/11/2022	<u>Amérique latine – Au-delà des aventures singulières</u>	Amérique latine
16/11/2022	<u>Israël – L'instabilité politique est permanente, mais elle a peu d'impact sur l'économie</u>	Afrique et Moyen-Orient
14/11/2022	<u>Avenir de l'Europe – Réforme du Pacte de stabilité et de croissance : la Commission capitalise sur l'expérience du NGEU et veut manier plus efficacement le bâton et la carotte</u>	UE
14/11/2022	<u>Hong Kong – Les temps difficiles</u>	Asie
10/11/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/11/2022	<u>Royaume-Uni – Politique monétaire – Resserrement des taux : l'essentiel est probablement passé</u>	Royaume-Uni
03/11/2022	<u>Italie – Scénario 2022-2023 : éviter la tempête parfaite</u>	Italie
03/11/2022	<u>Ce que les Américains nous disent de leur stratégie</u>	Monde
03/11/2022	<u>Égypte – Accord a minima avec le FMI et nouvelle dévaluation de la livre</u>	Afrique et Moyen-Orient
02/11/2022	<u>Espagne – Scénario 2022-2023 : modération de la croissance en vue</u>	Espagne
02/11/2022	<u>Chine – La publication des chiffres de croissance n'éteint pas les inquiétudes du marché</u>	Chine
31/10/2022	<u>Parole de banques centrales – BCE : la banque centrale ne relâche pas son « contrôle robuste » sur l'inflation</u>	Zone euro
31/10/2022	<u>États-Unis – L'économie américaine a renoué avec la croissance au troisième trimestre</u>	États-Unis

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille - **Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <http://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Études ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.